

Le P.C.F. après le XX^e Congrès

Source : *Socialisme ou Barbarie* n°19 (juillet-septembre 1956)

La Déclaration du Bureau Politique du Parti Communiste Français au sujet du rapport Khrouchtchev, faisant suite aux positions prises par Togliatti et par plusieurs partis communistes occidentaux, dépasse largement les limites que ses auteurs ont voulu lui fixer. En répudiant explicitement le *“culte de la personnalité”* à rebours inauguré par la nouvelle équipe de Moscou, qui consiste à expliquer que la bureaucratisation du parti et du régime, la terreur et les *“erreurs tragiques”*, non par des causes sociales et politiques, mais par la volonté d'un seul homme appuyé sur une camarilla de provocateurs, en reconnaissant la nécessité d'une analyse de ces causes, en critiquant pour la première fois depuis trente ans la direction politique de l'U.R.S.S., la Déclaration montre toute l'importance des réactions que la déstalinisation a suscitées chez les militants du Parti, mais elle apparaît surtout comme le premier signe officiel d'une situation nouvelle en train de mûrir.

Se répercutant sur la structure internationale du “communisme”, les profonds changements intervenus en U.R.S.S. mettent en cause son monolithisme, obligeant les partis communistes à sortir de l'alignement pur et simple sur les directives de Moscou.

Inconcevables il y a seulement un an, les affirmations de Togliatti (*“nécessité d'une autonomie toujours plus grande du jugement”*, *“la structure politique interne du mouvement communiste mondial est aujourd'hui transformée”*) - ou celle de Marcel Servin (*“le P.C. Français n'est pas une section du P.C. de l'Union Soviétique”*, *“il y a des choses qui sont du ressort des communistes de l'Union Soviétique et non des communistes français, et réciproquement”*) - ne font que traduire l'écart existant entre les buts et les moyens de la nouvelle politique russe, inspirée plus ouvertement que jamais par des nécessités nationales, et ceux des partis communistes dans les autres pays, ainsi que le besoin de ces derniers d'agir à leur tour en fonction de leur propre situation nationale.

Pourtant, cette phase nouvelle s'est ouverte indépendamment de la volonté des dirigeants des divers P.C., dont la plupart s'efforcent encore d'en atténuer les conséquences.

Le fait est que la grande lessive entreprise par Khrouchtchev (dont un autre article de ce numéro analyse les causes et la signification) était ressentie comme une nécessité par la bureaucratie russe; elle ne l'était pas par les partis communistes occidentaux, encore moins par la direction du parti français. Il n'y a pas en France de démocratie populaire, mais une démocratie bourgeoise tout court; le P.C. N'est pas au pouvoir mais dans l'opposition. Sa situation de seul grand parti opposant constitue la raison essentielle de son influence sur les travailleurs, mais son idéologie et ses méthodes ne se justifient que par l'existence de l'U.R.S.S. et des *“pays socialistes”*. L'infaillibilité de l'U.R.S.S. et de Staline (fondée sur leurs *“grandes victoires”*) garantissait jusqu'ici celle du P.C. français et de Maurice Thorez. Elle n'était pas seulement la réponse clé face aux militants mais encore la justification des dirigeants à leurs propres yeux.

On comprend donc l'embarras du P.C. Immédiatement après le XX^e Congrès¹ et pourquoi il a évité alors tout ce qui aurait pu mettre en cause celui que le dernier Congrès du P.C.F. (juin 54) saluait par la bouche de Duclos comme *“Notre grand camarade Staline, ce prestigieux architecte du communisme, ce maître du socialisme, dont les leçons nous inspirent et nous guident dans nos combats”*.

Si les voies de Staline avaient été quelque fois ténébreuses, celles de Khrouchtchev se révélaient surprenantes, même pour les bons élèves français. Mis devant le fait accompli, les dirigeants du P.C.F. devaient non seulement amortir le choc de leurs militants, mais se convaincre encore eux-mêmes de la portée et de la sagesse de la révision anti-stalinienne. Une rapide lecture de *“L'Humanité”* nous donne un aperçu de cette répudiation douloureuse et prudente.

Ainsi, *“L'Humanité”* du 20 février titre en première page, à propos du Congrès : *“Molotov : La France et l'U.R.S.S. peuvent s'entendre”*. C'est le lendemain du jour où Mikoyan avait déclaré :

“Au cours des quelques vingt dernières années nous n'avons eu aucune direction collective. Florissait alors le culte de la personnalité...” - *“La caractéristique essentielle de la tâche du Comité Central au cours des trois dernières années a été de créer, après un long intervalle, la direction collective du parti”* - *“... cette direction collective a réussi à restaurer les normes léninistes concernant la vie du pays de la base au sommet...”*

Mais *“L'Humanité”* supprime carrément ces passages et dilue ensuite les critiques du *“Précis d'histoire du P.C. Russe”* et de la brochure de Staline *“Problèmes économiques du socialisme en U.R.S.S.”*.

Par contre, les jours suivants, de longs articles détaillent les *“Nouveaux progrès du bien-être en U.R.S.S.”*, les *“Réalisations grandioses du Plan”*. On porte l'accent sur la coexistence, le rapprochement avec la social-démocratie, la possibilité enfin reconnue d'utiliser des voies pacifiques vers le socialisme.

¹Bien sûr, le “tournant” ne datait pas du XX^e Congrès. Dès le lendemain de la mort de Staline, les réformes commençaient et la Russie accentuait sur le plan international la politique de “coexistence” dont les conséquences furent immédiates sur la ligne des partis communistes dans tous les pays. On passait progressivement de la politique du type manifestation contre Ridgway (mai 1952) à celle d'entente syndicale (1953), de propagande du Front Populaire (1955) et de soutien au gouvernement Guy Mollet (1956).

Le 5 mars, " *L'Humanité* " publie encore, en troisième page il est vrai, un portrait de Staline avec une légende élogieuse.

Le 10 mars Duclos fait une conférence sur le XX° Congrès à Wagram. Répondant aux détracteurs de Staline, il admet :

"Ce qui est vrai, c'est que durant une période de l'activité de Staline le principe de la direction collective n'a pas toujours été appliqué. Il est vrai que dans ces conditions des fautes ont été commises".

Mais il proclame aussitôt : *"Personne ne peut oublier qu'à la direction du Parti et de l'Etat soviétique, Staline joua un rôle de premier plan dans cette défense nécessaire des conquêtes de la révolution d'Octobre 1917. Personne ne peut non plus oublier le rôle joué par Staline dans la construction du socialisme en U.R.S.S. Et dans la conduite de la guerre contre les hitlériens. Les mérites du camarade Staline sont inscrits dans l'Histoire, ils font partie du patrimoine du mouvement ouvrier international".*

Plus prudent encore, François Billoux, dans un long article, "Après le XX° Congrès", trouve le moyen de parler de "l'autocritique qui y a été faite" sans mentionner le nom de Staline.

L'idéal serait de minimiser ainsi le tournant russe, mais la déstalinisation fait son chemin en Russie et toute la presse mondiale s'en fait l'écho.

Le 19 mars, " *L'Humanité* " doit bien avouer l'existence du rapport secret de Khrouchtchev. Elle le confirme le lendemain et en donne un résumé édulcoré mais contenant déjà de vives critiques de Staline.

Le Comité Central réuni le 22 mars consacre l'embarras du P.C. : la résolution adoptée doit admettre une certaine critique de Staline; mais Thorez ne participe pas aux débats. Et il commente, sans se référer à cette Résolution, les travaux du XX° Congrès; tout en reconnaissant le culte de la personnalité et des erreurs, il fait un vif éloge de Staline.

Cependant, le lendemain, " *L'Humanité* " doit publier des extraits d'un violent article de la " *Pravda* " : *"Staline a abandonné les principes du Parti, il a méconnu la démocratie dans ses rangs, il a violé la légalité révolutionnaire et a pris des mesures injustifiées de répression..."*

Le 11 avril " *L'Humanité* " reproduit, en sens contraire, un article du " *Quotidien du Peuple* ", organe du P.C. chinois, où les grands mérites de Staline sont évoqués à côté de ses dernières fautes.

Trois jours plus tard elle doit de nouveau se faire l'écho d'attaques contre Staline en reproduisant un article de la revue russe : " *Questions d'histoire* " sur l'analyse de certains événements historiques – d'avant Octobre à l'actuel après-guerre.

Ballotté entre les mérites et les erreurs, entre les éloges et les critiques, le P.C.F. en arrive ainsi à la publication par la presse mondiale du rapport secret de Khrouchtchev.

" *L'Humanité* " devient tout à coup muette : ni démenti ni confirmation. Son silence ne pouvait pourtant pas durer. Le décalage entre le contenu de ce rapport et l'attitude de la direction du P.C. ne faisait qu'accroître le malaise des militants. Un mois à peine avant la publication intégrale du rapport, Thorez n'affirmait-il pas encore, en commentant le Projet de Thèses approuvé par le Comité Central du 10 mai :

"C'est lui (Staline) qui nous avait enseigné la nécessité de la critique et de l'autocritique... et pourtant, par le culte de la personnalité, il s'est laissé conduire à l'absence de critique et d'autocritiques véritables. Il a été conduit à la suffisance et à la présomption".

Mais :

"Tout cela n'est pas simple, rectiligne. Au moment même, Staline lui-même nous donnait un ouvrage sur la linguistique qui reste une base très utile, nécessaire, d'explication de notre théorie du matérialisme dialectique..." (" *L'Humanité* ", 12-5-56).

Khrouchtchev dit : Staline ordonnait le massacre de communistes, falsifiait l'histoire, fabriquait des fausses accusations, faisait assassiner ses collaborateurs, déportait des nations entières, Staline, qui étudiait les opérations militaires sur une mappemonde, était responsable de la mort de centaines de milliers de soldats soviétiques, Staline "est écoeurant".

Il était suffisant et présomptueux, dit Thorez, mais il faisait de l'excellente linguistique et la linguistique cela compte tout de même !

La diffusion du rapport ne peut donc être indéfiniment ignorée. Quarante-huit heures après la publication de l'interview de Togliatti, le P.C.F. reconnaît à son tour son existence, tel que "la presse bourgeoise le publie", et la "légitime émotion qu'il suscite parmi les membres du Parti Communiste Français".

Après avoir regretté "qu'en raison des conditions dans lesquelles le rapport du camarade Khrouchtchev a été présenté et divulgué, la presse bourgeoise ait été en mesure de publier des faits que les communistes avaient ignorés", la Déclaration du Bureau Politique poursuit :

"Les explications données jusqu'à présent sur les fautes de Staline, leur origine, les conditions dans lesquelles elles se sont produites, ne sont pas satisfaisantes. Une analyse marxiste approfondie est indispensable pour déterminer l'ensemble des circonstances dans lesquelles le pouvoir personnel de Staline a pu s'exercer.

Il était erroné, du vivant de Staline, de lui adresser des éloges dithyrambiques et de lui attribuer le mérite exclusif de tous les succès remportés en Union Soviétique grâce à une ligne générale juste au service de la construction du socialisme. Cette attitude contribuait à développer le culte de la personnalité et à influencer dans un mauvais

sens le mouvement ouvrier international. Aujourd'hui, il n'est pas juste d'attribuer à Staline seul tout ce qu'il y a eu de négatif dans l'activité du Parti Communiste de l'Union Soviétique.

Staline a joué un rôle positif durant toute une période historique. Avec les autres dirigeants du Parti, il a pris une part active à la Révolution socialiste d'Octobre, puis à la lutte victorieuse contre l'intervention étrangère et la contre-révolution. Après la mort de Lénine, il a combattu les adversaires du marxisme-léninisme et lutté pour l'application du plan léniniste d'édification du socialisme. Il a contribué dans une grande mesure à la formation de tous les Partis Communistes.

Staline s'est acquis un prestige mérité qu'il a laissé se transformer en culte de sa personne. Le développement de ce culte a été facilité par la situation de l'Union Soviétique, longtemps seule exposée aux entreprises d'un monde d'ennemis, ce qui exigeait une tension extrême des forces du peuple, une discipline de fer et la centralisation rigoureuse du pouvoir de l'État prolétarien. Ces circonstances aident à comprendre les difficultés énormes auxquelles l'Union Soviétique a dû faire face, sans justifier toutefois les agissements de Staline. Il s'est livré à de nombreuses violations de la légalité soviétique; il s'est engagé dans une répression arbitraire contre des militants communistes; il a transgressé les principes du Parti et, utilisant des méthodes condamnables, il a causé de graves dommages à l'Union Soviétique et au mouvement communiste international".

La Résolution rappelle ensuite le *"bilan exaltant de l'Union Soviétique qui ayant achevé la construction du socialisme, s'est engagée sur le chemin de la société communiste"*, promet aux militants une discussion sur le rapport Khrouchtchev avant le Congrès de juillet et se termine sur un hymne au Front Populaire.

Le P.C.F. n'accepte donc pas la version Khrouchtchev. Mais son propre essai d'interprétation est un modèle de confusion. En premier lieu, il est remarquable que la Déclaration ne conteste nullement la validité des critiques faites par Khrouchtchev à Staline (déportations de peuples entiers, assassinats et tortures, etc...) elle se contente de dire que ce dernier ne peut être seul responsable. Par ailleurs, le Bureau Politique continue d'attribuer une importance décisive à l'action de Staline pendant la révolution et la guerre civile, alors que Khrouchtchev explique dans son rapport qu'il était pratiquement inconnu des masses avant 1924 et que des publications officielles comme la *"Pravda"* et la revue *"Questions d'Histoire"* ont rappelé son influence négative pendant toute une partie de la Révolution de 1917 et montré comment il avait inventé lui-même après-coup son rôle éminent dans la guerre civile. La Déclaration reconnaît que les erreurs de Staline ont eu de graves conséquences pour le mouvement ouvrier international, mais affirme en revanche que *"Staline a contribué dans une grande mesure à la formation de tous les partis communistes"*. Enfin, le Bureau Politique demande une *"analyse marxiste approfondie des circonstances dans lesquelles le pouvoir personnel de Staline a pu s'exercer"*. Mais alors que Togliatti va jusqu'à évoquer *"un développement excessif des appareils bureaucratiques dans la vie économique et politique soviétique"*, la Déclaration ne donne aucune base sociale aux *"erreurs"* et se contente de rappeler les *"difficultés énormes auxquelles l'Union Soviétique a dû faire face"*.

Cela n'exclut d'ailleurs pas que la direction du parti français fasse un tel genre d'analyse si les circonstances l'exigent. Mais il y a analyse et analyse. Or, un examen des causes réelles de ce que le Bureau Politique appelle des erreurs ne pourrait que dévoiler les contradictions du régime en U.R.S.S., l'existence des classes, leur lutte quotidienne. C'est pourquoi tout ce que, dans le meilleur des cas, les Thorez et Cie (ou leurs remplaçants) seraient capables de faire c'est d'élaborer une espèce d'explication pseudo-trotskyiste (fondements socialistes de l'U.R.S.S. mais influence négative de certaines couches bureaucratiques favorisées par les nécessités de la défense contre l'encerclement capitaliste), explication d'ailleurs purement rétrospective puisqu'ils voient dans la Russie actuelle un régime socialiste engagé dans la voie du communisme. Mais même cette interprétation il est fort douteux qu'ils arrivent à la formuler, car elle risquerait d'élargir dangereusement la brèche ouverte par Khrouchtchev, et de mettre en question le rôle joué par les dirigeants actuels de l'U.R.S.S. et des partis communistes, collaborateurs et exécutants de la politique stalinienne. Et pourtant ce serait la seule qui pourrait présenter un semblant de solidité. La difficulté pour le P.C.F. aujourd'hui réside justement là, dans le fait qu'il doit répondre et que toute réponse tant soit peu sérieuse ne peut que saper sa propre base idéologique.

Il éprouve ainsi combien se révèle relative la toute-puissance de l'appareil dirigeant face à l'enchaînement d'événements provoqué par le développement de forces sociales antagoniques que l'industrialisation a suscité en U.R.S.S. C'est une cruelle leçon de matérialisme dialectique pour les dirigeants du P.C.F. ! mais leur propre appartenance à cet appareil les empêche de changer de méthodes. La préparation du prochain Congrès à coups de résolutions approuvant la politique de l'actuelle direction, la plate comédie de la *"Tribune Libre"* de *"L'Humanité"*, laissent présager de la façon dont le Bureau Politique entend mener la discussion promise sur le rapport Khrouchtchev.

Quelle que soit l'importance des répercussions de la déstalinisation, elle ne doit pas nous faire perdre de vue les problèmes politiques que pose au P.C. la situation en France. Placé dans le cadre nouveau de la détente internationale, libéré des consignes de lutte contre l'Etat qu'imposait, auparavant, la stratégie de l'U.R.S.S., le P.C. est voué à développer une politique de collaboration de classe. Celle-ci répond d'ailleurs à sa nature; elle traduit la pression que l'ordre social bourgeois exerce sur ce grand parti fonctionnarisé et "représentatif" en le poussant sur le terrain national et réformiste.

Le Projet de thèses élaboré pour le XIV^e Congrès est à cet égard très clair. L'essentiel de ce document est consacré à l'exaltation des *"triomphe du camp socialiste"* et à la justification d'une politique parfaitement exprimée par le sous-titre : *"Le Parti Communiste Français dans la lutte pour le progrès social, pour la paix, pour un avenir de grandeur nationale"*.

Le P.C.F. cherche à sortir de son isolement politique. Il accentue le caractère réformiste et national de sa politique dans tous les domaines - comme en font foi son attitude en faveur du maintien de la présence française en Afrique du Nord et son extrême modération sur le terrain des revendications ouvrières - et déclare ouvertement que son but est de créer les conditions d'un nouveau Front Populaire.

On peut bien constater que le Projet de thèses ne dit rien sur le contenu de cette nouvelle orientation et que la formule de la France socialiste reste purement abstraite. Cependant le besoin que ressent le P.C.F. d'un programme national est réel et l'insistance qu'il met à proclamer l'objectif du Front Populaire témoigne de son effort pour ouvrir une nouvelle voie. Le Projet contient une série détaillée de mesures immédiates de salut national. Il revient en outre sur les déclarations de Thorez en 1946 (*"Nous avons toujours pensé et déclaré que le peuple de France, riche d'une glorieuse tradition, trouverait lui-même sa voie vers plus de démocratie, de progrès et de justice sociale"*) et réaffirme qu'il est possible de s'acheminer pacifiquement vers le socialisme. A cet égard il n'hésite pas à procéder à une ahurissante démonstration sur l'usage révolutionnaire qu'on peut faire du Parlement bourgeois pour instaurer le socialisme.

C'est donc sur de telles bases que le P.C.F. compte mener en France sa lutte pour *"le progrès social, pour la paix et pour un avenir de grandeur nationale"*.

Cependant, on s'abuserait si l'on pensait que cette politique peut se développer sans heurts. Ce serait oublier que le P.C. doit tout le crédit, dont il jouit auprès des masses, à ce qu'il paraît combattre la bourgeoisie; ce serait également oublier que, dans la conjoncture actuelle, la guerre d'Algérie oblige à afficher une certaine opposition au Gouvernement et qu'elle ne lui permet pas de collaborer avec les socialistes comme il le souhaiterait. Compte tenu de cette situation, on doit reconnaître que le tournant russe, s'il facilite une attitude réformiste, rend plus difficile les manœuvres du P.C. vis-à-vis des masses. Il risque d'amener entre l'U.R.S.S. et le capitalisme français une série d'engagements, de concessions réciproques et de marchandages qui peuvent mettre le Parti dans une fausse position par rapport à la classe ouvrière. En outre, la déstalinisation en altérant le mythe du *"paradis socialiste"* atteint le Parti et affaiblit le prestige de ses dirigeants.

Incertaine en ce qui concerne la réelle portée des mesures appliquées en Russie et les perspectives internationales, prise entre ses tendances naturelles à la collaboration avec l'Etat et le rôle limité que le poussif capitalisme français peut consentir à la bureaucratie syndicale et politique, soucieuse de ne pas se couper complètement de sa base ouvrière, la direction du P.C.F. ne peut pas s'engager franchement dans la vie d'une opposition purement légale et nationale. D'où ses tentatives de se délimiter du réformisme en général, ses références à Lénine, ses attaques verbales contre l'opportunisme, parallèlement aux appels à l'unité avec les socialistes et les démocrates, à son souci de patriotisme et de légalité républicaine. En même temps par son idéologie, par sa structure et par son passé tout aussi incapable que les autres partis communistes nationaux de s'engager dans la voie révolutionnaire du développement des initiatives et de la conscience du prolétariat, de la coordination de ses mouvements de classe à l'échelle internationale, le Parti Communiste Français est de moins en moins en état d'élaborer une politique "payante" autre que celle du réformisme et du nationalisme. Or, la "déstalinisation", en portant au paroxysme cette contradiction apparue en clair dès la fin de la "guerre froide" risque de miner de plus en plus le "monopole" ouvrier du stalinisme français et par là d'ouvrir une nouvelle étape de la lutte prolétarienne en France.